



HAL
open science

L'interdépendance énergétique Chine-Russie et l'hybridation des institutions de gouvernance des marchés internationaux des hydrocarbures

Catherine Locatelli, Mehdi Abbas

► **To cite this version:**

Catherine Locatelli, Mehdi Abbas. L'interdépendance énergétique Chine-Russie et l'hybridation des institutions de gouvernance des marchés internationaux des hydrocarbures. *Études internationales*, 2022, 53 (2), pp.209-234. 10.7202/1109200ar . hal-04297005

HAL Id: hal-04297005

<https://hal.science/hal-04297005v1>

Submitted on 21 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'interdépendance énergétique Chine-Russie et l'hybridation des institutions de gouvernance des marchés internationaux des hydrocarbures

Revue d'Etudes Internationales

A paraître

C. Locatelli, chargée de recherche CNRS
Univ. Grenoble-Alpes, CNRS, INRA, Grenoble INP, GAEL 38000, Grenoble, France
Catherine.locatelli@univ-grenoble-alpes.fr

M. Abbas, maître de conférence à l'UGA
Univ. Grenoble-Alpes, CNRS, PACTE 38000, Grenoble, France
Mehdi.abbas@univ-grenoble-alpes.fr

Version provisoire

Résumé

Quels sont les effets de l'intensification de l'interdépendance énergétique entre la Russie, deuxième exportateur mondial d'hydrocarbures, et la Chine, premier importateur mondial ? L'interdépendance bilatérale serait le levier de l'hybridation des institutions d'encadrement des relations énergétiques internationales. Centrée sur des enjeux de puissance et de sécurité énergétique, l'intensification de l'interdépendance s'accompagne de changements institutionnels, qualifiés d'hybridation, fondés sur un arbitrage sécurité-efficacité spécifique. Quatre facteurs paramètrent cette hybridation : le contexte structurel auquel font face les acteurs, le comportement stratégique du complexe Etat-Entreprises, les propriétés sectorielles et les arrangements institutionnels existants.

Mots-clés : hybridation, interdépendance énergétique, sécurité énergétique

China-Russia energy interdependence and the hybridization of the governance of international hydrocarbon markets

Abstract

What are the effects of the intensification of energy interdependence between Russia, the world's second largest exporter of hydrocarbons, and China, the world's largest importer? Bilateral interdependence is the lever for the hybridization of the institutions governing international energy relations. Based on the issues of power and energy security, the intensification of interdependence leads to institutional changes, known as hybridisation, which are linked to a specific security-efficiency trade-off. Four factors shape this hybridisation: the structural context faced by the actors, the strategic behaviour of the state-firm complex, sectoral properties and existing institutional arrangements.

Keywords : hybridization, energy interdependence, energy security

Les échanges Russie-Chine en matière d'hydrocarbures, relativement limités jusque-là, se sont fortement développés depuis la fin des années 2010 dans le sillage des recompositions des rapports d'économie politique internationale provoquées par la crise financière de 2007-2008 (Voir Tableau 1)¹. Ces échanges reposent sur un arbitrage efficience-sécurité centré sur la gestion des contradictions internes et externes posées par l'émergence de ces deux pays.

Tableau 1. Russie-Chine : L'interdépendance énergétique en devenir

Année	Accord
2005	Prêt de la <i>China National Petroleum Company</i> (CNPC) à la compagnie pétrolière russe Rosneft
2006	Création de la Vostok Energy LTD par la CNPC et Rosneft
2006	Sinopec acquiert 49% du gisement Udmurtneft de Rosneft
2007	Sinopec acquiert 25% du projet gazier Sakhalin-3 de Rosneft
2009	Prêt de la <i>China Development Bank</i> à Rosneft et Transneft (compagnie russe de transport du pétrole), pour financer le <i>Russia-China Oil Pipeline</i>
2013	Accord de fourniture de pétrole brut de 25 ans entre la CNPC et Rosneft
2013	Accord de fourniture de pétrole brut de 10 ans entre Sinopec et Rosneft
2013	La CNPC acquiert 20% du Yamal LNG Project de Novatek
2014	Création de la <i>Shanghai Cooperation Organization (SCO) Energy Club</i>
2015	Contrat gazier entre la CNPC et Gazprom qui permet la construction du gazoduc <i>Power of Siberia</i> (38 Gm ³)
2016	<i>China's Silk Road Fund</i> acquiert 9.9% du Yamal LNG Project de Novatek et fournit un prêt de USD 790 millions pour le projet
2019	Les banques chinoises accordent un prêt sur 15 ans au Yamal LNG Project de Novatek
2020	Participation de la CNPC et de la CNOOC au projet Arctic LNG 2
2021	Accord pour la construction de quatre centrales nucléaires chinoise avec la participation de Rosatom State Corporation
	Accord sur la construction d'un gazoduc Sibérie-Chine d'une capacité de 50 Gm ³ /an
2022	Accord Gazprom-CNPC pour la fourniture de gaz via la route extrême orientale
	Refus de la Chine d'imposer des sanctions à la Russie concernant le pétrole et le gaz naturel suite au conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Source : Compositions des auteurs.

De fait, ils témoignent d'une insertion croissante de la Chine et de la Russie sur les marchés internationaux et reposent sur de fortes complémentarités économiques entre le plus important importateur mondial de pétrole, la Chine, et le deuxième plus gros exportateur de pétrole et de gaz, la Russie. Simultanément, les enjeux de sécurité énergétique sont un paramètre central du développement de ces échanges : la Chine cherchant à diversifier ses fournisseurs ; la Russie, ses marchés d'exportation. Mais les impératifs de développement et de croissance économiques, de compétitivité et de rentabilité n'en sont pas pour autant sacrifiés. La question de la rentabilité de ses exportations vers la Chine en comparaison de celles vers l'Union Européenne s'impose à la Russie (Zachmann 2019). Les prix des hydrocarbures sont, en effet, déterminants de ses équilibres budgétaires et de sa croissance économique. Les logiques

¹ Les termes « relations énergétiques », « interdépendance énergétique », « politiques énergétiques », « institutions énergétiques » se réfèrent uniquement aux politiques et institutions relatives au pétrole et au gaz. Ils excluent celles relatives au charbon, à la technologie des centrales nucléaires, à l'énergie hydroélectrique et aux Energies Nouvelles et Renouvelables (ENR).

économiques influent ainsi de manière croissante sur les stratégies de ses compagnies (Gazprom, Novatek, Rosneft), qui visent à se constituer en acteurs globaux capables de concurrencer les principales compagnies pétrolières internationales. De son côté, la Chine, compte tenu de sa stratégie de croissance tirée par les exportations, est à la recherche de l'approvisionnement énergétique le moins coûteux afin de ne pas handicaper sa compétitivité à l'international.

Les modalités de l'interdépendance énergétique entre la Chine et la Russie sont-elles les prémisses de nouvelles formes d'organisation des marchés internationaux d'hydrocarbures et, par conséquent, d'insertion des économies nationales sur ces marchés ? À ce titre, dessinent-elles une alternative au modèle de gouvernance des marchés internationaux d'hydrocarbures purement concurrentiel et multilatéral jusque-là prôné par les Etats-Unis, l'Union Européenne et les grandes organisations internationales ? Notre objet n'est pas d'étudier un hybride de la globalisation (Graaf *et al.* 2020). En effet, les arrangements institutionnels sont tous des hybrides car il n'y a jamais eu de « moment zéro » ni de la gouvernance mondiale, ni de l'interdépendance économique ou énergétique internationale. Pas plus qu'il n'y ait eu de « modèle pur » ou « d'idéal-type » de gouvernance des hydrocarbures. Nous portons notre attention au processus d'hybridation des formes institutionnelles. Par hybridation, nous qualifions, non pas un objet ou un état spécifique, mais le processus dynamique et conflictuel de développement institutionnel par coévolution des arrangements institutionnels existants et des comportements productifs et distributifs des acteurs publics et privés qui s'adaptent aux évolutions de leur environnement et aux incertitudes liées à l'incomplétude des arrangements institutionnels (Abbas et Locatelli 2020). Ce processus est profondément lié à la façon dont deux ou plusieurs espaces économiques différenciés régulent leur interdépendance (Boyer 2015) et construisent l'arbitrage efficacité-sécurité.

Nous estimons que l'interdépendance, c'est-à-dire la façon dont des espaces économiques différenciés et hiérarchisés construisent leurs relations énergétiques, agit comme catalyseur de l'hybridation des arrangements institutionnels tant nationaux qu'internationaux. D'où, la proposition que les nouveaux équilibres de richesse et de puissance liés à l'émergence s'accompagnent d'une hybridation des formes institutionnelles qui paramètrent les relations énergétiques internationales. Il y a hybridation dans le sens où un processus de recomposition, d'endossement et de contestation des arrangements institutionnels existants est à l'œuvre, processus qui ne rompt pas avec les précédents arrangements institutionnels sans pour autant qu'il n'en soit une reproduction où seuls les intérêts et le nombre d'acteurs auraient évolué. L'hybridation est porteuse à la fois d'un nouvel arbitrage efficacité-sécurité et, par conséquent, d'un nouveau régime d'encadrement des relations énergétiques internationales.

En portant notre attention aux effets des puissances émergentes (Russie et Chine) sur la gouvernance énergétique internationale, nous adoptons une approche où les rapports de puissance sont le déterminant central des arrangements institutionnels qu'il s'agisse de leur mise en place ou de leurs effets sur les stratégies des acteurs (Thelen 2003 ; Boyer et Saillard 2002). Dès lors, nous traitons les arrangements institutionnels comme des dispositifs de régulation des conflits distributifs associés au comportement stratégique des acteurs, tant au niveau des cadres institutionnels que de la manière dont ils les interprètent et les mettent en œuvre. C'est pourquoi nous nous éloignons des approches fonctionnelles des institutions qui expliquent leur émergence, leur persistance et leur transformation par leur capacité à réduire les coûts de transaction et à contrôler les comportements opportunistes dans une relation principal-agent ou dans un équilibre de jeu interactif avec l'hypothèse implicite que le cadre de gouvernance est inclusif et gagnant-gagnant (Kahler 2016).

Suite à cette introduction, la deuxième section analyse les spécificités de l'hybridation institutionnelle dans un contexte de transformation de l'interdépendance énergétique

internationale. La troisième section met en exergue les fondements économiques de l'hybridation au travers de l'interdépendance en insistant sur deux déterminants principaux : la dépendance énergétique et la compétitivité au cœur de l'arbitrage efficacité-sécurité. La quatrième section aborde la dimension gouvernance internationale de l'hybridation.

I – L'interdépendance énergétique, levier d'hybridation institutionnelle

L'émergence, depuis la crise financière globale de 2007-2008, de nouvelles puissances économiques contestant la position des capitalismes installés a fortement impacté le cours de la gouvernance mondiale comme l'atteste les inflexions qu'ont subi, par exemple, l'agenda de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), celui des négociations climatiques depuis la COP de Copenhague (décembre 2009) ou celui de la diplomatie économique (constitution du G20, lancement d'accords commerciaux méga-régionaux et de nouvelles institutions internationales) (Ikenberry et Wright 2008 ; Lipscy 2016). Elles ont également modifié les modalités d'organisation et de fonctionnement des secteurs manufacturiers les plus internationalisés (Drezner 2007 ; Yogesh *et al.* 2018). Le secteur et les industries d'hydrocarbures n'y font pas exception (Ghoshray et Ordonez 2014).

Ces nouveaux équilibres de puissance et de richesse dans l'économie politique internationale atténuent, sans les effacer, les hiérarchies et les asymétries économiques internationales et contribuent, toute chose étant égale par ailleurs, à la multipolarité économique. L'une des manifestations de cette multipolarité est l'hétérogénéité croissante des préférences nationales en matière de gouvernance dans une économie globale moins centrée sur les capitalismes installés. On admettra que « l'hétérogénéité des préférences pondérées par la puissance dans le nouveau système international s'est accrue au cours des deux dernières décennies » (Stephen 2017 : 484). Aussi, l'interdépendance et les institutions qui en encadrent la forme et la substance sont-elles soumises, de façon plus prononcée qu'auparavant, à des logiques de puissance et paramétrées par l'antagonisme des intérêts (Drezner 2021).

L'émergence a contribué à recentrer les débats sur la primauté de la puissance et les enjeux de souveraineté, de sécurité et de gains relatifs. Ces problématiques sont au centre du renouvellement des approches de l'interdépendance économique internationale que constituent l'Open Economy Politics (OEP), la *New Interdependence Approach* (NIA) et la *Weaponized Interdependence* (WI)². Notre réflexion s'inscrit dans le sillage de ce renouvellement analytique tout en s'en distinguant. Contrairement à l'*Open Economy Politics* (OEP), nous considérons que la mondialisation n'est pas un choc exogène mais un processus endogène aux stratégies d'accumulation des États. De même, l'interdépendance – c'est-à-dire la structure des interactions dont se sont dotés les acteurs et les institutions qui la soutienne – constitue l'unité d'analyse au-delà des seules propriétés d'un acteur particulier. Et, contrairement à la NIA et à la WI, les changements institutionnels et les conflits dans l'établissement des régimes internationaux ne sont pas uniquement le produit de dilemmes de coordination ou d'échecs de coopération. Ils sont reliés aux stratégies d'accumulation des États, aux enjeux de gains relatifs qui accompagnent la dynamique globale du développement capitaliste et au cadre institutionnel qui les façonne.

En effet, l'analyse de l'hybridation, contrairement à la NIA qui se concentre sur les acteurs non-étatiques (Kahler 2016), fait des États les acteurs centraux des transactions et modes de gouvernance. Elle appelle donc une théorie de l'État, ce que la NIA évacue (Hameiri 2020) en privilégiant une approche fonctionnelle des rapports économiques et politiques

² Voir le numéro spécial de *Review of International Political Economy*, 2016, Vol. 23, n°5 consacré à la *New Interdependence Approach*, Oatley (2011 ; 2019) pour une présentation de la *Open Economy Politics* et Farrell et Newman (2019) ; Drezner, Farrell et Newman (2021) pour une synthèse de la *Weaponized Interdependence*.

internationaux. L'État est approché comme un acteur dont les intérêts et préférences sont des compromis entre coalitions de forces sociopolitiques. La composition et les rapports de forces de ces dernières sont façonnées par l'économie politique au sens large. Ces coalitions – y compris au sein de l'appareil étatique – sont engagées dans des luttes-concours incessantes pour former, configurer et remodeler les institutions. L'analyse évite tout nationalisme méthodologique car elle ne suppose pas à priori que les coalitions sont stato-centrées ou que le pouvoir est circonscrit territorialement. Au contraire, en faisant l'interdépendance le poste d'observation du changement institutionnel, l'intrication du national et de l'international est au cœur de l'hybridation.

Nous envisageons l'interdépendance comme un levier pour consolider la position d'un ou de plusieurs acteurs – complexe Etat-Firmes – dans le processus capitaliste de création-répartition de la richesse. Cette lacune de la NIA est en partie à l'origine de l'analyse de et Newman et Farrell en termes de *Weaponized Interdependence* (Newman et Farrell 2019). La WI est définie comme une situation dans laquelle un acteur peut exploiter sa position, au sein d'un réseau intégré, afin d'obtenir un avantage de négociation sur les autres. La WI remet en cause l'approche libérale de la globalisation en tant que jeu gagnant-gagnant et l'approche des institutions internationales axée sur l'efficacité qui lui est consubstantielle. Cependant, elle ne constitue pas une réelle offre théorique nouvelle, mais plutôt un changement de perspective dans l'analyse de l'interdépendance. Cette dernière a toujours été asymétrique et inégalitaire dans ses fondements tout comme dans sa logique de déploiement. Comme le rappelle D. Drezner (2021 : 14), « les États-Unis ont fait de l'interdépendance une arme depuis le début du XX^{ème} siècle », bien au-delà des pratiques de sanctions-coercitions dans les relations économiques internationales. On ajoutera que le Royaume-Uni, puissance hégémonique du 19^{ème} siècle, faisait de même et que le mercantilisme, dès le 16^{ème} siècle, a développé la théorie du commerce international instrument de la puissance et la puissance au service de l'échange international. Il convient également de mentionner le travail fondateur de A.O. Hirschman (1945) concernant la manière dont un système commercial international peut être utilisé à des fins de puissance nationale.

Aussi, les évolutions systémiques dans la dynamique du capitalisme (crise financière de 2007-2008, agenda de la décarbonation, guerre en Ukraine et ses conséquences géoéconomiques) conduisent à des changements dans les stratégies d'accumulation des Etats, y compris au niveau des modalités d'insertion dans les réseaux de production et d'échange. Il en résulte une modification des structures d'opportunités auxquels firmes et Etats doivent s'adapter en vue de maintenir le processus de croissance dans le sens de la consolidation de leur puissance relative. L'hybridation des institutions de l'interdépendance permet, aux puissances émergentes, de réduire les coûts de l'internalisation des contradictions tant internes qu'externes associés à leur stratégie d'accumulation³. Elles ne sont ni dans des stratégies d'imitation ou d'adaptation, ni dans des postures d'imposition ou de transfert de normes, pour reprendre la classification de Dolowitz et Marsh (2000) qui n'évoquent pas l'hypothèse d'hybridation. Leur puissance relative ne leur permet pas de « casser » les dispositifs existants et elles manquent de capacités juridiques pour créer des institutions globales formelles ou pour contester frontalement les institutions produites par les capitalismes installés. C'est pourquoi, la densification de l'interdépendance énergétique Russie-Chine n'est ni *rule-breacker*, ni *rule-maker*, mais *rule-changer*, ce changement se faisant par hybridation des institutions nationales et internationales.

³ Pour une analyse des contradictions posées par le processus d'émergence de la Chine et de la Russie, voir Meynkhart (2020), Wang (2019), Yilmaz et Dakueva (2019).

L'hybridation n'évolue ni par à-coup ni par franchissement de Seuil (Røseth 2017). Elle est incrémentale et progressive. Elle est bilatérale car l'échelle de la gouvernance n'est pas neutre : différentes échelles de gouvernance impliquent différentes configurations d'acteurs, de ressources et de structures d'opportunités (Harvey 2006). Aussi, la Chine et la Russie, n'ayant pas les capacités de porter une stratégie globale ou multilatérale de changement des principes et normes de gouvernance, privilégient l'interdépendance bilatérale comme levier de consolidation de leurs préférences normatives.

L'hybridation permet de composer avec l'ordre institutionnel établi par les puissances installées selon deux logiques. La première relève de l'économie politique internationale. L'hybridation permet d'atténuer leurs effets distributifs en intégrant les institutions nationales dans les cadres de régulations transfrontaliers. La seconde relève de l'économie politique domestique. L'hybridation permet à la coalition au pouvoir de redimensionner les cadres nationaux de régulation et, par conséquent, les intérêts d'acteurs nationaux (les entreprises du secteur de l'énergie dans le cas que nous étudions) pour les rendre réceptifs aux agendas internationaux. L'hybridation produit des conflits distributifs qui façonnent, à leur tour, la forme et les résultats des institutions de régulation nationales et des cadres de régulations de l'interdépendance. Ainsi, l'hybridation est-elle liée à quatre paramètres principaux : la force contractuelle des acteurs, le contexte structurel, les propriétés sectorielles et les arrangements institutionnels existants. Les acteurs (le nexus État-entreprises) développent des comportements et poursuivent des stratégies dans un contexte structurel donné. Ils apprennent à le connaître et peuvent, en fonction de leur force contractuelle, le modifier. L'hybridation institutionnelle, à son tour, modifie les préférences, les intérêts et les comportements des acteurs. Détaillons, à présent, cette analyse au cas de l'interdépendance énergétique Russie-Chine.

II – L'interdépendance Chine-Russie : une réponse à leurs enjeux de sécurité énergétique

Depuis le début des années 2010, « l'interdépendance » Chine-Russie se développe de manière significative. Avec 17 % de son approvisionnement, la Russie est (derrière l'Arabie Saoudite), le deuxième fournisseur pétrolier de la Chine et avec 15 % de ses importations, le troisième fournisseur de gaz naturel (gazoducs et GNL) de ce pays (Meidan 2022). L'interdépendance énergétique entre la Chine et la Russie s'explique par les complémentarités économiques existantes et une convergence de préférences.

Dans un contexte géopolitique particulier (guerre en Ukraine, tensions entre les Etats-Unis et la Chine, reconsidération des relations Russie-Union Européenne), l'interdépendance répond à la préférence pour la sécurité énergétique telle que construite par ces deux pays face à leur dépendance aux marchés mondiaux d'hydrocarbures. Il importe, pour la Chine, de diversifier ses fournisseurs et ses routes afin de sécuriser son approvisionnement alors que la Russie entend multiplier ses marchés d'exportation pour sécuriser la demande en hydrocarbures qui lui sera adressée⁴ et réduire sa dépendance au marché européen jugée trop forte par les autorités. La guerre en Ukraine et la volonté affirmée de l'UE de diminuer significativement ses importations de gaz en provenance de la Russie rendent, désormais, cette stratégie incontournable.

Compte tenu des dynamiques de sa demande pétrolière et gazière, la Chine connaît une dépendance croissante aux importations d'hydrocarbures qui contraste avec sa politique passée

⁴ La demande mondiale en hydrocarbures est un facteur déterminant de la stratégie d'investissement des compagnies concernant le développement de nouveaux gisements. Ainsi, l'AIE (2021) a rappelé que la réalisation de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 impliquait des baisses drastiques de la demande pétrolière et gazière et qu'il n'était par conséquent plus nécessaire d'investir dans le renouvellement des gisements d'hydrocarbures.

visant à garantir, à partir du charbon, une autosuffisance énergétique. Bien que producteur non négligeable de pétrole (3,9 Mb/j), la croissance de sa consommation en a fait le premier importateur mondial, 11,8 Mb/j en 2019 contre en 5,1 Mb/j en 2009 (BP 2020). Son taux de dépendance aux importations est désormais de l'ordre de 80 %⁵. Elle est également, au niveau mondial, le 3^{ème} plus important consommateur de gaz naturel (331 Gm³ en 2019, BP, 2021). Sa dépendance en matière de gaz naturel, près de 43 %, est moindre que pour le pétrole mais elle est appelée à fortement croître en raison de la politique climatique chinoise dont l'objectif est la neutralité carbone en 2060⁶. Le gaz naturel (moins carboné que le charbon et le pétrole) pourrait se positionner comme une énergie de transition et à court-moyen terme se substituer massivement au charbon. Dans un tel scénario, sa demande augmentant significativement, la Chine serait amenée à importer massivement du gaz naturel⁷. Cette dépendance croissante aux marchés mondiaux d'hydrocarbures s'affirme dans un contexte géopolitique marqué par des tensions avec les Etats-Unis et d'autres fournisseurs de gaz comme l'Australie. Dans ce contexte, la question de la sécurité énergétique (et son corollaire celle du niveau d'importations « acceptable ») est à nouveau au cœur de la politique énergétique et climatique chinoise (O'Sullivan 2018 ; Meidan 2020)⁸.

La dépendance de l'économie russe aux exportations d'hydrocarbures et au prix international du pétrole et du gaz est importante. Les hydrocarbures représentent ainsi plus de 60 % des exportations de la Russie et les rentrées fiscales liées à ce secteur 41 % du budget fédéral (Yermakov et Henderson 2020). Compte tenu de l'importance de la rente pétrolière pour les équilibres socioéconomiques et sociopolitiques de la Russie, le maintien voire la croissance de ses exportations sur le long terme est une question centrale pour les autorités. Elle l'est d'autant plus que les hydrocarbures sont un vecteur important de l'insertion de la Russie dans l'économie internationale et de son positionnement stratégique comme en témoigne, par exemple, son adhésion à l'OPEP+ qui traduit sa volonté de participer à la régulation du marché pétrolier mondial. Mais les marchés d'exportation de la Russie sont relativement concentrés, l'essentiel des hydrocarbures (pétrole et gaz naturel) étant destiné à l'Europe (pour plus de 70 %). Cette propriété sectorielle est particulièrement contraignante pour le gaz naturel dont les infrastructures de transport (gazoducs) sont non redéployables. La diversification des marchés exige ainsi des engagements financiers importants dans le développement d'un nouveau réseau de gazoducs. L'interdépendance Russie-UE, jusque-là extrêmement importantes, est amenée à profondément évoluer suite au conflit en Ukraine. En effet, les menaces réitérées de l'UE, depuis le début de la guerre, de se « passer » du gaz russe qui représente 40 % de son approvisionnement et des Etats-Unis de sanctionner les exportations pétrolières russes (8 Mb/j) afin d'affaiblir l'économie russe ne peuvent que pousser ce pays à tenter de trouver des alternatives. La Chine en fait incontestablement partie.

III - L'endossement-contestation de l'institutionnalisme libéral : la gestion de la sécurité au travers de l'ordre concurrentiel et reconsidération du nexus efficience-sécurité

Les réponses apportées par la Chine et la Russie aux enjeux de sécurité énergétique se sont inscrites dans les logiques concurrentielles. Portée par les organisations internationales tels l'OMC, le FMI, l'OCDE et l'AIE, mais également par des acteurs comme l'UE et les Etats-

⁵ Il s'agit des importations par rapport à la consommation pétrolière (14,1 Mb/j en 2019).

⁶ Annonce du président chinois Xi Jinping lors de l'Assemblée Générale des Nations-Unis du 22 septembre 2020.

⁷ Selon l'AIE (2020), la demande gazière de la Chine pourrait être de 500 Gm³ en 2030, voire selon les autorités chinoises de 650 Gm³ en 2035 (Pétrostratégies 2022)..

⁸ Le ministère des *Land and Resources* a même proposé de limiter la dépendance énergétique (importations par rapport la consommation intérieure) à 50 % en 2035 (O'Sullivan 2019).

Unis, cette approche considère que l'énergie, un bien comme les autres, doit être gérée par un régime de concurrence. Le marché est perçu comme un mécanisme de gouvernance efficace y compris pour les industries de réseaux comme l'industrie du gaz naturel (Goldthau et Sitter 2015a).

A – Chine : l'impératif de diversification des fournisseurs et des voies d'approvisionnement

La Chine, dont l'approvisionnement en gaz naturel (par gazoduc et par Gaz Naturel Liquéfié, GNL) est plus diversifié (Cf. Tableau 2), cherche, en premier lieu, à réduire sa dépendance au pétrole du Moyen-Orient. Marginale dans les années 1990, cette région représente, depuis le début des années 2000, entre 40 et 55 % de ses importations pétrolières, l'Arabie Saoudite s'affirmant comme son principal fournisseur avec plus de 1 Mb/j. En second lieu, l'essentiel de son approvisionnement en pétrole et en GNL transitant par le détroit de Malacca, il lui importe d'ouvrir d'autres voies d'acheminement⁹. L'importance des volumes transitant par ce détroit constitue un point de fragilité de l'approvisionnement chinois, perçu comme un risque majeur du fait de la présence militaire américaine (flotte navale)¹⁰.

Tableau 2. Les principaux fournisseurs en pétrole brut de la Chine de 2007 à 2021, Mb/j

	2008	2010	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
A.Saoudite	0,73	0,9	1,08	1,08	0,99	1,01	1,02	1,04	1,14	1,17	1,79	
Angola	0,6	0,79	0,80	0,80	0,81	0,77	0,87	1,02	0,94	0,94	0,94	
Russie	0,23	0,31	0,49	0,49	0,67	0,85	1,05	1,2	1,43	1,56	1,43	1,6
Irak	0,04	0,23	0,31	0,47	0,57	0,64	0,72	0,74	0,9	1,04	0,9	
Iran	0,43	0,43	0,44	0,43	0,55	0,53	0,62	0,62	0,58	0,3	0,58	
Autres	1,56	2,16	2,30	2,39	2,59	2,92	3,33	3,79	4,26	5,11	4,26	
OPEP	2,26	3,03	3,58	3,60	3,74	3,90	4,32	4,64	5,10	5,65	5,10	
non OPEP	1,32	1,75	1,84	2,06	2,44	2,82	3,29	3,77	4,15	4,47	4,15	
Total	3,58	4,78	5,42	5,66	6,18	6,72	7,61	8,41	9,25	10,12	9,25	

Source : Middle East Economic Survey, différentes années.

Dès lors, la Russie occupe une place spécifique dans sa stratégie de diversification pour trois raisons : i) l'importance de ses réserves (notamment en Sibérie orientale) et la proximité des marchés, synonymes de coûts de transports moindre ; ii) sa proximité politique et institutionnelle en comparaison d'autres pays jusque-là au cœur de la stratégie chinoise de sécurisation de son approvisionnement (Yémen, Angola...) ; iii) une fourniture en hydrocarbures qui ne passe pas par le détroit de Malacca mais par pipelines – (l'*Eastern Siberia-Pacific Ocean*, ESPO, pour le pétrole et le *Power of Siberia* pour le gaz) et la *Northern Sea Route* ou « route polaire de la soie » pour le GNL¹¹.

⁹ La sensibilité des relations politiques et sécuritaires entre la Chine, l'Inde et les États-Unis dans la région du détroit de Malacca est une source de menace pour la stabilité de la route énergétique de la Chine. Cette situation l'a poussée à mettre en place une « *Going out Policy* » pour réduire sa dépendance vis-à-vis du détroit de Malacca. D'où, la volonté de s'approvisionner en énergie auprès de ses partenaires de l'OBOR.

¹⁰ Les États-Unis considèrent que le déploiement de leur flotte navale dans cette zone (lien entre l'océan Pacifique, Indien et le Moyen-Orient) est un élément essentiel de leur sécurité globale (Fau 2013).

¹¹ Compte tenu du réchauffement climatique, la route du Nord devient plus facilement navigable. Elle peut l'être sans brise-glace entre 2 à 4 mois de l'année et sur une période plus longue avec l'escorte de brise-glace.

Tableau 3. Les gazoducs à destination de la Chine en provenance de Russie et d'Asie centrale, (existants et projets)

En provenance d'Asie centrale	
Ligne A	Asie centrale , Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, capacité de 60 Gm ³ pouvant être portée à 85 Gm ³
Ligne B	
Ligne C	
Ligne D	
Myanmar	Capacité de 12 Gm ³
En provenance de Russie	
Voie par l'Est	<i>Power of Siberia 1</i> (PoS1): mise en service en 2019, capacité de 38 Gm ³ , provenance du gaz ; Sibérie orientale. Sa capacité pourrait être portée à 44 Gm ³
Voie par l'Extrême orient	A partir du PoS1 et du SKV (Sakhaline, Khabarovsk, Vladivostok), en 2022 signature d'un contrat de 10 Gm ³ pendant 25 ans avec la CNPC.
Voie par l'Ouest : Etude par Gazprom d'un Gazoduc à partir de Yamal jusqu'en Chine au travers de la Mongolie (Soyouz-Vostok)	<i>Power of Siberia 2</i> (Pos2), capacité possible 55 Gm ³ , provenance du gaz : Sibérie occidentale
Voie par Sakhaline : en discussion	Capacité de 30 Gm ³ , provenance du gaz : Sakhaline.

Source : AIE/WEO (2015) et *Pétrostratégies*, différentes années, Yermakov et Meidan (2022).

B – Russie : Répondre à la dépendance au marché de l'Union Européenne

À partir de 2009, la Russie engage un « pivot gazier » vers la Chine (Henderson et Moe 2019 : ***). Simultanément, à partir des années 2010, avec des exportations pétrolières de plus de 1 Mb/j elle est, au côté de l'Arabie saoudite, un fournisseur majeur du marché pétrolier chinois. Le développement des exportations de GNL, de gaz naturel et de pétrole vers l'Asie constitue la réponse stratégique aux contradictions apparues dans sa relation avec l'UE. Tout d'abord, elle s'est engagée dans une diversification de ses marchés d'exportation afin de disposer d'une demande suffisante pour son pétrole et son gaz et de réduire une dépendance, jugée excessive, vis-à-vis de l'UE. Ensuite, le *Green Deal*, la politique de concurrence de l'UE et sa volonté de limiter le pouvoir de marché de Gazprom ont rendu incertaine l'évolution de la demande européenne en hydrocarbures adressée à la Russie. Enfin, les sanctions économiques occidentales suite à l'annexion de la Crimée et les « crises gazières » avec l'Ukraine puis la guerre renforcent la perception, par les autorités russes, d'un risque européen spécifique.

À l'inverse d'ici 2030, l'Asie – particulièrement la Chine et l'Inde – pourrait être le moteur de la croissance de la demande mondiale en hydrocarbures avec une consommation dépassant largement celle de l'Europe¹². Cette région serait, dès lors, pour les compagnies russes telle Rosneft, Novatek et Gazprom, un marché essentiel et, pour les autorités russes, un marché stratégique dans sa politique énergétique. Une telle évolution se reflète dans la Stratégie

¹² La demande gazière de la zone Asie-Pacifique serait en 2030 supérieure à 1000 Gm³ quel que soit le scénario considéré en matière climatique. Elle resterait inférieure à 400 Gm³ pour l'UE (WEO 2021).

Energétique à 2035 de la Russie¹³ qui fait des exportations d'hydrocarbures vers l'Asie un objectif prioritaire (Mitrova et Yermakov 2019).

La Russie a cherché à se constituer en acteur global non pas en substituant le marché asiatique au marché européen mais en développant une stratégie globale d'exportation en réponse aux modifications structurelles des marchés d'hydrocarbures. Cela impliquait, pour le gaz naturel, que les compagnies soient en mesure d'arbitrer entre les trois grands marchés régionaux (Europe, Asie et Moyen-Orient) en fonction des conditions économiques prévalant sur chacun d'eux, notamment les différentiels de prix qui peuvent encore être importants entre l'Asie et l'Europe. Les implications économiques et géopolitiques de la guerre en Ukraine devraient faire évoluer cette position, d'où le « pivot » gazier vers l'Asie et plus particulièrement vers la Chine, voire l'Inde. Cela suppose, toutefois, de créer de nouvelles infrastructures pour l'exportation (pipelines, gazoducs, usines de liquéfactions). Si une réorientation massive des exportations devait s'opérer, il s'agirait d'amener la production de la Sibérie occidentale vers l'Asie. C'est l'objectif du *Power of Siberia 2* dont la réalisation est l'élément central de la stratégie de Gazprom et de la Russie car il permettrait d'écouler le surplus de gaz russe à bas coûts de production de la Sibérie occidentale et de la province de Yamal sur le marché asiatique.

C – Les questions de concurrence et de compétitivité au cœur des échanges Russie-Chine

L'objectif de la politique chinoise est d'accéder à un approvisionnement en hydrocarbures le moins coûteux au travers de la mise en concurrence des fournisseurs. Par conséquent, la compétitivité de la fourniture pétrolière et gazière russe, comparée à celle des autres sources d'approvisionnement (pétrole du Moyen Orient, d'Afrique, d'Amérique, gaz d'Asie centrale, GNL et production intérieure), est un facteur déterminant du développement de leurs échanges. Quant à la Russie, la contrainte d'exportations rentables s'impose. La valorisation et donc le prix auquel sont exportées ses hydrocarbures est un paramètre central de sa stratégie, ce prix devant lui permettre d'assurer sa croissance économique compte tenu de la dépendance de la Russie à la rente en hydrocarbures. Un prix de 40 \$/bl pour le pétrole est considéré comme nécessaire à ses équilibres budgétaires.

Dans ce contexte, au-delà de la seule question de la diversification, l'approfondissement de l'interdépendance entre les deux pays doit répondre à certaines conditions économiques. Du côté de la Russie, le prix des exportations vers la Chine doit au moins couvrir l'ensemble des coûts de production et de transport (auxquels s'ajoutent les taxes). Pour le gaz naturel, en l'absence d'un prix mondial, si la valorisation des exportations en Asie ne devait pas être sensiblement différente de celle obtenue en Europe¹⁴, cette contrainte est susceptible à l'avenir de s'amoinrir en fonction des stratégies européennes de diversification de l'approvisionnement en gaz. Du côté de la Chine, les prix des importations d'hydrocarbures en provenance de Russie doivent être compétitifs par rapport aux prix de ses autres fournisseurs (GNL et gazoducs) mais aussi aux prix de son marché intérieur¹⁵.

En effet, les prix intérieurs chinois des hydrocarbures ont longtemps été un frein majeur au développement des échanges avec la Russie. Le processus de libéralisation des prix, engagé

¹³ *Energy Strategy of Russia : For the Period up to 2030*. Institute of Energy Strategy, Ministère de l'énergie de la Fédération de Russie, 2010, Moscow.

¹⁴ Le prix sur les marchés asiatiques devait offrir aux compagnies russes une rentabilité plus ou moins équivalente, voire supérieure, à celle des exportations vers l'Europe (Liu et Xu 2021).

¹⁵ Ainsi à titre d'illustration jusqu'en 2014, la différence entre le prix demandé par la Russie et celui jugé comme acceptable par la Chine était de l'ordre de 100 \$/1000 m³ (Skalamera 2014) ce qui a très fortement limités les échanges entre les deux pays.

dans les années 1990, qui accompagne la volonté de créer des marchés plus concurrentiels et l'émergence d'acteurs privés au côté des compagnies d'Etat, est un facteur de développement des échanges bilatéraux. D'un côté, devenant un importateur majeur de pétrole dans les années 2010, la Chine tente de lier plus étroitement ses prix intérieurs aux prix établis sur les marchés internationaux afin d'assurer progressivement un degré de rentabilité suffisant aux compagnies importatrices de pétrole¹⁶. De l'autre côté, une libéralisation partielle des importations permet à des acteurs autres que les compagnies d'Etat de bénéficier de quotas d'importations de brut¹⁷. Il s'ensuit une forte hausse des importations pétrolières chinoises dont celles en provenance de Russie. Même si des conflits sur les prix peuvent émerger entre les compagnies chinoises et russes (comme par exemple en 2011), ils n'ont jamais conduit à des ruptures contractuelles entre les deux parties. Le problème est plus complexe pour le gaz naturel dans la mesure où il est en compétition dans tous ses usages avec les autres énergies. Les prix intérieurs doivent lui permettre, d'une part, de rester compétitif par rapport à son principal concurrent dans le secteur électrique : le charbon¹⁸ et, d'autre part, de couvrir les coûts du gaz importé. Bien que lente, inachevée et parfois opaque, la réforme des prix du gaz naturel en Chine permet progressivement de remplir ces deux conditions. Son objectif est double : aller vers des prix de marché puis de mieux prendre en compte les prix internationaux (O'Sullivan 2018), ce qui se traduit par des augmentations sensibles des prix intérieurs du gaz naturel¹⁹ (Paltsev et Zhang 2015) qui permettrait d'assurer la compétitivité du gaz russe.

Des facteurs internes (réforme de l'industrie gazière russe) et les changements structurels des marchés internationaux (plus concurrentiels, surplus d'offre, prix plus volatils) ont progressivement conduit les compagnies russes à développer de nouvelles stratégies d'exportations (notamment contractuelles). Pour préserver sa part de marché, Gazprom est, désormais, contraint d'accepter la logique des prix *spots* et des ventes sur les hubs gaziers européens²⁰. De plus en plus en concurrence avec d'autres fournisseurs sur son marché intérieur et afin de préserver sa rentabilité et sa part de marché, Gazprom a été amené à accepter des prix intérieurs moindres (Henderson et Moe 2017). Il en résulte, à partir des années 2010, une dégradation sensible de la rentabilité des exportations russes vers l'Europe²¹ qui conduit, les compagnies russes, à réévaluer les termes de la comparaison avec l'Asie.

¹⁶ Le prix du brut – qui demeure administré et contrôlé par l'Etat – découle désormais d'un prix de marché auquel sont ajoutés les coûts de transport et les différences de qualité.

¹⁷ Les *teapot refiners* (raffineurs indépendants), représentant environ un quart de la capacité de raffinage chinoise, ont désormais un accès limité aux quotas d'importations de brut (Jones et Zou 2017).

¹⁸ D'où l'insistance des autorités chinoises à lier le prix du gaz naturel à celui du charbon dans la formule d'indexation des prix du contrat gazier signé avec Gazprom pour alimenter le *Power of Siberia 1* (Mareš et Laryš, 2012).

¹⁹ A simple titre d'exemple, avant la réforme le *city gate price* était de 8,68 \$/MBtu. Avec la réforme, il passe en 2013 à 9,18 \$/MBtu pour les volumes existantes et 13,18 \$/MBtu pour les volumes incrémentaux.

²⁰ La compagnie introduit de la flexibilité tant en termes de volumes que de prix dans ses contrats de long terme *Take Or Pay* (TOP) en fonction du degré concurrentiel des marchés sur lequel elle exporte.

²¹ Le prix moyen des exportations russes vers l'Europe de 14,5 \$/MBtu en 2008 tombe à 6,1 \$/MBtu en 2019. **La concurrence accrue entre les fournisseurs de l'UE notamment en raison de l'arrivée des exportations de GNL américaines face à une croissance faible de la demande conduit à une baisse sensible des prix sur les marchés spots.**

Tableau 4. Prix moyen du gaz exporté par gazoduc par Gazprom en Europe

\$/MBtu

	2008	2016	2017	2018	2019	2020
Prix moyen	14,5	5,1	5,8	7,2	6,1	4,8

Source : Gazprom, différentes années

Les changements tant sur son marché intérieur que sur son principal marché d'exportations ont incité Gazprom, pour ses exportations vers la Chine, à rechercher un compromis basé sur un prix moindre qu'initialement envisagé. La compétitivité du gaz russe par rapport aux fournisseurs d'Asie centrale, à ceux en GNL mais également par rapport au prix du charbon chinois s'améliore grâce aux importations au travers du *Power of Siberia*. De plus, ces importations sont compétitives par rapport aux *city gate prices* établis à Pékin (Henderson et Moe 2019), faisant de l'approvisionnement russe le moins coûteux pour le marché gazier du Nord-Ouest de la Chine (Galtsova et Yang 2019). Si la valorisation de ses exportations en Europe a été un *benchmarking* important pour Gazprom à l'aune duquel il a pu apprécier l'opportunité de ses exportations vers l'Asie, on peut faire l'hypothèse que cette situation pourrait radicalement changer à court-moyen termes.

IV – La contestation dans les stratégies de sécurité énergétique de l'ordre libéral : les processus d'hybridation

En parallèle à l'endossement du régime concurrentiel, l'interdépendance Russie-Chine donne lieu à une hybridation des modalités d'insertion internationale porteuse d'évolutions des arrangements institutionnels sectoriels et multilatéraux.

A – One Belt, One Road (OBOR) : instrument de l'hybridation de la gouvernance énergétique

Acteurs importants en termes d'offre et de demande, la Russie et la Chine restent en retrait en matière de financement et de facturation des transactions où le dollar, et en conséquence les États-Unis, dominant. Toutefois, depuis 2008-2009 la Chine s'est engagée dans une stratégie de financements à l'international des projets énergétiques voulu par l'Etat et piloté par la *China Development Bank* (CDB) (Kong et Gallagher 2017). Elle utilise de manière croissante ses excédents financiers dans des stratégies dont l'objectif est la sécurisation de ses approvisionnements. Si, la crise financière de 2008 la conduisit à mettre ses réserves de change au service de l'internationalisation de ses compagnies pétrolières d'Etat (Meckling et al. 2015), à partir de 2014, c'est au travers de l'initiative OBOR (*One Belt, One Road*) qu'elle s'affirme. L'OBOR procède, en matière d'échange et d'investissement énergétique, selon une logique qui se distingue de celle promue par l'institutionnalisme libéral puisqu'elle s'appuie sur l'interconnexion des infrastructures en lieu et place d'accords de libre-échange. Il en résulte une forme d'intégration internationale qui ne passe pas par le marché et le seul signal-prix soutenue par de nouvelles institutions financières : le fonds d'investissement dénommé *Silk Road Fund*, la Nouvelle banque de développement des BRICs et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)²².

Ces institutions contribuent à l'hybridation des modalités de financement et de facturation des transactions énergétiques. En effet, la Chine s'est engagée dans un processus, pour l'instant embryonnaire, de dé-dollarisation des transactions pétrolières (Meierding 2021). Il concerne les transactions avec les pays objets de sanction de la part des États-Unis (Iran,

²² Ainsi, le projet Yamal GNL dont le financement est assuré à plus de 58,6 % par des banques chinoises. De même, la banque chinoise (CDB), au côté de la banque russe de développement (VEB), serait prête à financer pour partie le projet gazier Nakhoda dans l'Extrême orient russe.

Russie, Venezuela)²³ pour lesquelles elle a recours au Yuan. Il pourrait être renforcé en raison des sanctions occidentales contre la Russie en réponse à la guerre contre l'Ukraine. Ainsi, si en 2013, 80 % des exportations russes étaient libellées en dollar ce chiffre n'est plus que de 50 %, la baisse la plus forte ayant été enregistrée dans son commerce avec la Chine (Bhusari et Nikoladze 2022). Le retrait progressif des investisseurs internationaux dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, qui se dessine depuis la fin des années 2010, pourrait le laisser présager. De plus, La série de mesures punitives prises par les capitalistes installés contre les institutions financières russes vont inciter les capitalistes ascendants à se détourner du dollar et, par conséquent, à dédollariser les transactions énergétiques entre émergents, dans un premier temps, puis, à plus long terme, cela pourrait affecter l'ensemble des transactions monétaires internationales. L'ascendance financière de la Chine converge avec les besoins de la Russie qui, confrontait aux sanctions occidentales, est à la recherche de financements et de technologie. La stratégie chinoise lui permet d'accéder à de nouvelles sources financières sans être en butte aux politiques européennes et américaines qui, pour l'heure, restreignent ses exportations²⁴ et à empêchent le développement des gisements de l'Arctique comme ceux de la province de Yamal ou celui des pétroles de schiste.

Tableau 5. Les principales sources de financement de Yamal LNG

Entités	En % du financement
China Development Bank et l'Export-Import Bank of China (Chine)	58,6
Russia's national Welfare Fund (Russie)	12,4
Gazprombank et Sberbank	21,2
Japan Bank for International Cooperation (Japon)	1,1

Source : Henderson et Yermakov [2019].

Cette stratégie de financement repose sur deux principaux dispositifs. Le premier concerne les prêts contre des livraisons d'hydrocarbures (*oil-backed loans*). Ce modèle (développé pour la première fois en Angola en 2004) repose sur un schéma particulier dans lequel une banque chinoise (le plus souvent la *China Development Bank*) signe avec une compagnie russe (principalement Rosneft et Transneft²⁵) un accord de prêts adossés à des exportations pétrolières. Il offre pour la Chine de réelles opportunités de sécurisation de son approvisionnement mais aussi de diversification des routes pétrolières. Quant à la Russie, il lui assure des financements conséquents pour le développement de ses gisements et la construction d'infrastructures qui lui ouvrent de nouveaux marchés. L'accord de 2007 a ainsi permis à Transneft de financer en partie la construction de l'oléoduc ESPO, considéré par la Chine comme une voie de diversification de son approvisionnement et de ses routes d'approvisionnement et par la Russie, comme le moyen de devenir un des tous premiers fournisseurs de ce pays. Le deuxième est relatif au financement direct de projets énergétiques notamment au travers de la participation de fonds d'investissements dans les consortiums qui développent les gisements (exemple du projet Yamal) ou dans les infrastructures. Il en est ainsi

²³ En septembre 2019, la Russie et l'Iran ont annoncé qu'ils reliaient leur système national de messagerie (SPFS et SEPAM), afin de faciliter les transactions financières bilatérales. La Russie met également en place un système de messagerie alternatif avec la Turquie et la Chine.

²⁴ Les sanctions américaines à l'égard du Nord Stream 2 débutées avant la guerre entre la Russie et l'Ukraine ont été à cet égard exemplaires. Mises en place au nom de la sécurité gazière de l'Union Européenne, elles visaient notamment à faciliter les exportations de GNL américaines.

²⁵ Rosneft, compagnie d'Etat, est la plus importante compagnie pétrolière russe. Transneft est la compagnie d'Etat en charge du transport par oléoducs du pétrole brut et des produits pétroliers.

de la « route polaire de la soie » (dénommée par les Russes *Northern Sea Route*) qui de manière croissante s'affirme de plus en plus comme une voie essentielle de la sécurisation de l'approvisionnement notamment gazier de la Chine²⁶.

B – Les relations étroites entre les compagnies au travers d'échanges d'actifs : vers de nouvelles formes d'intégration ?

Les relations énergétiques entre la Russie et la Chine se fondent, d'une part, sur une logique d'échanges d'actifs et, d'autre part, sur des relations bilatérales avec des accords, tels ceux signés entre Gazprom, Rosneft la CNPC lors de la rencontre entre V. Poutine et Xi Jinping, début 2022, souvent négociés au plus haut sommet de l'Etat (Poussenkova 2013). Cette logique s'oppose à l'approche multilatérale et par les marchés, portée par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Le principe d'échange d'actifs, tentée sans succès par la Russie dans ses relations avec l'UE, cette dernière ayant cherché à imposer une régulation concurrentielle et dé-intégrée, est le suivant : en contrepartie de l'accès des compagnies chinoises à l'*upstream* russe, les compagnies russes doivent pouvoir accéder à l'aval de l'industrie pétrolière et gazière chinoise.

Ainsi, l'accès aux ressources en hydrocarbures de la Russie des compagnies chinoises tend progressivement à se développer. Les intérêts chinois sont représentés dans le développement des projets de GNL russes²⁷ garantissant à ce pays un accès aux ressources gazières. Il en est de même pour le développement de certains gisements pétroliers²⁸. En contrepartie, les compagnies russes mettent en place des stratégies de descente dans l'aval du secteur pétrolier chinois notamment dans le secteur du raffinage et dans la pétrochimie afin de se garantir des débouchés. Rosneft a ainsi pu créer un certain nombre de joint-ventures avec des sociétés chinoises.

C'est probablement dans ce domaine que les conséquences des sanctions occidentales sur le secteur énergétique russe auront le plus d'implications. Elles ont conduit au retrait de la plupart des compagnies pétrolières internationales de Russie. Il en est ainsi de BP actionnaire à plus de 19 % de la compagnie pétrolière Rosneft, de Shell et d'ExxonMobil impliquées dans le développement du GNL de Sakhaline, la première au côté de Gazprom et la deuxième au côté de Rosneft, d'Equinor impliquée dans un partenariat avec Rosneft ou de l'ENI actionnaire du gazoduc Blue Stream. Seront-elles remplacées par des compagnies chinoises ? La CNPC a ainsi déjà fait part de son intérêt à investir dans un certain nombre de compagnies énergétiques russes.

²⁶ Cette voie maritime dans les eaux de l'Arctique entre le détroit de Béring et la mer de Kara présente deux principaux atouts pour elle. L'un est géopolitique puisqu'elle relie l'Europe à l'Asie sans passer par le détroit de Malacca. L'autre est économique. Permettant de raccourcir de 40 % la distance entre l'Europe et l'Asie comparée à un transport passant par le canal de Suez, elle réduit sensiblement les coûts de transports (Hansen *et al.* 2016).

²⁷ Le Yamal GNL de Novatek est ainsi développé par un consortium international composé de compagnies pétrolières internationales (TotalEnergies) et d'acteurs chinois, compagnies (CNPC) et fonds d'investissements (*Silk Road Fund*).

²⁸ Dans le secteur pétrolier, la CNPC a acquis des parts dans des gisements importants comme celui de Vankor ou de Taas Yuriakh développés par Rosneft.

Tableau 6. Structure en capital des projets de GNL de Novatek

Projet	Actionnaires	Pays	Intérêts, %
Yamal LNG	Novatek	Russie	50,1
	TotalEnergies	France	20,0
	CNPC	Chine	20,0
	Silk Road Fund	Chine	9,9
Arctic LNG 2	Novatek	Russie	60,0
	<i>TotalEnergies (1)</i>	<i>France</i>	<i>10,0</i>
	CNPC	Chine	10,0
	CNOOC	Chine	10,0
	Japan Arctic LNG (JOGMEC/Mitsui)	Japon	10,0

(1) Total est susceptible de renoncer à ce projet suite aux sanctions contre la Russie.

Henderson et Yermakov [2019].

Conclusion

Cette contribution avait pour objet l'analyse des modalités concrètes de changement institutionnels, qualifié d'hybridation, dans la gouvernance énergétique internationale. Elle a développé la proposition que l'interdépendance énergétique agit comme un levier pour l'hybridation des arrangements institutionnels. Cette hybridation résulte de l'interaction de quatre paramètres : le contexte structurel, les comportements stratégiques du complexe États-Entreprises, les propriétés sectorielles et les arrangements institutionnels existants.

La globalisation, les nouveaux équilibres de richesse, les enjeux climatiques et la guerre en Ukraine (**contexte structurel**) impactent sur le **comportement stratégique du complexe État-Entreprises** dans le sens d'une convergence des préférences en termes de diversification, des fournisseurs pour la Chine, des marchés d'exportation pour la Russie. Le contexte structurel et les comportements stratégiques du complexe États-Entreprises modifient l'arbitrage efficacité-sécurité dans le sens d'une prévalence des enjeux de sécurisation. Toutefois, les enjeux de compétitivité, d'accès aux marchés pour les industries de réseaux, de rentabilité pour les compagnies insérées dans le jeu concurrentiel international (**propriétés sectorielles**) paramètrent également l'hybridation. Dès lors, tout en endossant les principes de l'institutionnalisme libéral et la régulation concurrentielle (**arrangements institutionnels existants**), l'interdépendance Russie-Chine repose sur des modalités spécifiques : paiement en yuans et non en dollars, négociation de contrats bilatéraux au plus haut niveau de l'État, financements chinois contre livraisons d'hydrocarbures russes, échanges d'actifs entre les acteurs.

Aux termes de cette analyse et compte tenu de l'importance des deux pays en matière de production et de consommation d'hydrocarbures, la question de savoir quelle hybridation régionale et multilatérale résultera de la densification de leur interdépendance est posée. Comment la Chine, en s'appuyant sur les institutions bilatérales et régionales existantes, pourrait créer des institutions multilatérales transformant, ainsi, sa diplomatie énergétique en une gouvernance énergétique mondiale ? Il est fort probable que le processus de modernisation du Traité de Charte de l'Énergie, lancé en 2017, soit impacté par les préférences Russie-Chine, soit pour les contester, soit pour les valider. Mais, au-delà, tout projet de régulation des échanges et des investissements internationaux dans l'énergie, qu'il implique ou non l'un des deux acteurs, devra composer avec leurs intérêts, préférences et les hybridations dont ils sont porteurs.

Bibliographie

ABBAS Mehdi et Catherine LOCATELLI, C, 2020, « National Institutional Systems' Hybridization through Interdependence », *Post Communist Economies*, vol 32, n°4 : 429-446.

AIE, *World Energy Outlook*, Paris, AIE/OCDE, différentes années.

BHUSARI Mrugank, NIKOLADZE Maia, 2022, « Russia and China: Partners in Dedollarization », disponible à l'adresse suivante :

<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/russia-and-china-partners-in-dedollarization/>

BP, 2020, *Statistical Review of World Energy*. <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy>

BOYER Robert, 2015, *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La Découverte.

BOYER Robert, 1990, *The Regulation School: A Critical Introduction*. New York, Columbia University Press.

BOYER Robert, SAILLARD Yves (eds.), 2002, *Regulation Theory. The State of the Art*. London, Routledge.

DOLOWITZ David, MARSH David, 2000, « Learning from Abroad: the Role of Policy-Making in Contemporary Policy-Making », *Governance*, vol. 13, n°1: 5-24.

DREZNER Daniel, 2007 *All Politics is Global. Explaining International Regulatory Regimes*, Princeton, Princeton University Press.

DREZNER Daniel, 2021, « Introduction: The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence », dans D. Drezner, H. Farrell et A. Newman (eds.), *The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence*, Washington Brooking Institution Press : 1-16.

FARRELL Henry, NEWMAN Abraham, 2019, « Weaponized Interdependence: Now Global Economic Networks Shape State Coercion », *International Security*, 44(1) :42-79.

Fau, N. (2013). Les enjeux économiques et géostratégiques du détroit de Malacca. *Géoeconomie*, n°67, pp. 123-140.

Galtsova, A., Yang, J. (2019). *The era of Russian pipeline gas supply to China begins*. IHS Markit.

Ghoshray, A., Ordonez, J. (2014). « The Chinese Energy-Intensive Growth Model and Its Impact on Commodity Markets », in Shujie Yao and Maria Jesus Herrerias (eds), *Energy Security and Sustainable Economic Growth in China*, London, Palgrave Macmillan, p. 31

Graaff, N., Brink, T., Parmar, I. (2020). China's rise in a liberal world order in transition – introduction to the FORUM. *Review of International Political Economy*, Published online: 27 Jan 2020.

Goldthau, A., Sitter, N. (2015a). *A liberal actor in a Realist World : The European Union Regulatory State and the Global Political Economy of Energy*. Oxford : Oxford University Press, 168 p.

HAMEIRI Shahar, 2020, « Institutionalism beyond Methodological Nationalism? New Interdependence Approach and the Limits of Historical Institutionalism », *Review of International Political Economy*, vol. 27, n°3 : 637-657.

- Hansen, O., Gronstedt, Graverssen, L; Hendriksen (2016). *Arctic Shipping-Commercial opportunities and Challenges*. CBS maritime.
- HARVEY David, 2006, *Spaces of Global Capitalism: A Theory of Uneven Geographical Development*. London, Verso.
- HENDERSON James, MOE Arlid, 2019, *The Globalization of Russian Gas. Political and Commercial Catalysts*. London, Edward Elgar.
- HENDERSON James, YERMAKOV Vitaly, 2019, *Russian LNG : Becoming a Global Force*. OIES Paper : NG 154, The Oxford Institute For Energy Studies.
- HENDERSON James, MOE Arlid, 2017, « Russia's gas « Tripoly »: Implications of changing gas sector structure », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 58, n 4: 442-468.
- HIRSCHMAN Albert, 1945, *National Power and the Structure of Foreign Trade*. Berkeley, University of California Press.
- IKENBERRY John, WRIGHT Thomas, 2008, *Rising Powers and Global Institutions*. New York, The Century Foundation.
- JONES Lee, ZOU Yizheng, 2017, « Rethinking the role of State-owned Enterprises in China's Rise », *New political Economy*, 22(6): 743-760.
- KAHLER Miles, 2016, « Complex Governance and the New Interdependence Approach (NIA) », *Review of International Political Economy*, Vol. 23, n°5: 825-839.
- KONG Bo, GALLAGHER Kevin, 2017, « Globalizing Chinese Energy Finance : The Role of Policy Banks », *Journal of Contemporary China*, 26(108) :1-18.
- LIPSCY Phillip, 2016, *Renegotiating the World Order: Institutional Change in International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LIU Dawei, XU Hang, 2021, « A rational policy decision or political deal? A multiple streams' examination of the Russia-China natural gas pipeline », *Energy Policy*, 148, January : 148-159.
- LOCATELLI Catherine, 2015, « EU-Russia trading relations: the challenges of a new gas architecture », *European Journal of Law and Economics*. vol. 39, n°2: 313-329.
- MAREŠ Miroslav, LARYŠ Martin, 2012, « Oil and Natural Gas in Russia's Eastern Strategy: Dream or Reality? », *Energy Policy*, 50, November: 436-448.
- MECKLING Jonas, KONG Bon, MADAN Tanvi, 2015, « Oil and state capitalism: government-firm cooperation in China and India », *Review of International Political Economy*, vol. 22, n°6: 1159-1187.
- MEIDAN Michal, 2020, *China's oil demand in the wake of COVID-19*. Oxford Energy Comment, The Oxford Institute For Energy Studies, September.
- MEIERDING Emily, 2021, « Weaponizing Energy Interdependence », dans D. DREZNER, H. FARRELL, A. NEWMAN (eds.), *The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence*, Washington, Brookings Institution Press : 169-184.
- MEYNKHARD Artur, 2020, « Priorities of Russia Energy Policy in Russia-Chinese Relations », *International Journal of Energy Economics and Policy*, vol. 10, n°1: 65-71.
- MITROVA Tatiana, YERMAKOV Vitaly, 2019, *Russia's Energy Strategy 2035 : Struggling to Remain Relevant*, 28, *Études de l'Ifri*, décembre.
- OATLEY Thomas, 2019, « Toward a political economy of complex interdependence », *European Journal of International Relations*, 25(4) : 957-978.

OATLEY Thomas, 2011, « The reductionist gamble: Open economy politics in the global economy », *International Organization*, 65(2) : 311-341.

O'Sullivan, S. (2019). *China: Growing import volumes of LNG highlight China's rising energy import dependency*. Oxford Energy Comment. Oxford Institute for Energy Studies.

O'Sullivan, S. (2018). *China's Long March to Gas Price Freedom: Price Reform in the People's Republic*. OIES Paper: NG 138, Oxford Institute for Energy Studies, November.

Paltsev, S., Zhang, D. (2015). *Natural Gas Pricing Reform in China : getting Closer to a Market System ?*. MIT Joint Program On The Science And Policy On Global Change, Report n° 282.

Poussenkova, N. (2013). *Russia's Eastern Energy Policy : A China Puzzle for Rosneft*. Russie.NEI.Visions n°70, Russia/NIS Center, IFRI.

Røseth T. (2017). Russia's Energy Relations with China: Passing the Strategic Threshold?. *Eurasian Geography and Economics*, vol. 58, n°1, pp. 23-55.

Skalamera, M. (2014). *Booming Synergies in Sino-Russian Natural Gas Partnership*. Harvard Kennedy School, Belfer Center for Science and International Affairs.

STEPHEN Matthew, 2017, « Emerging powers and emerging trends in global governance » *Global Governance*, vol. 23, n° 3 : 483-502.

THELEN Kathleen, 2003, « How Institutions Evolve: Insights from Comparative Historical Analysis », dans J. MAHONEY, D. RUESCHENMEYER (eds.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, New York, Cambridge University Press: 208-240.

Yilmaz S., Dakuesva O. (2019). The Energy nexus in China-Russia Strategic Partnership. *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 19, n°1, pp. 63-88.

YERMAKOV Vitaly, MEIDAN Michal, 2022, *Russia and China Expand Their Gas Deal: Key Implications*. Oxford Energy Comment, March, 13 p.

Yogesh C. D. et al. (eds.) (2018), *Emerging Markets from Multidisciplinary Perspective: Challenges, Opportunities and Research Agenda*, The Hague, Springer.

WANG Xiaoguang, 2019, « Leadership-building Dilemma in Emerging Powers' economic diplomacy: Russia's Energy Diplomacy and China's OBOR », *Asian Europe Journal*, vol. 18: 117-139.

ZACHMANN Georg, 2019, « The EU-Russia-China Energy Triangle », *Russian Journal of Economics*, vol. 5: 400-411.